

«Le marché du lait bio a fait œuvre de pionnier»

À partir du 1^{er} mai 2009, le contingentement laitier appartiendra au passé de l'économie laitière suisse. La transformation du marché du lait se déroule cependant tout sauf de manière harmonieuse, et tous se lancent dans la lutte pour les parts de marché. PSL, la Fédération suisse des producteurs de lait, essaie de mettre de l'ordre dans ce processus et d'empêcher l'effondrement du prix du lait. Les expériences du marché du lait bio, déjà libéralisé, sont d'une grande utilité dans ce contexte, dit Albert Röstli, le vice-directeur de PSL.

bio actualités: *En tant que Monsieur Lait pour la Suisse, vous sentez-vous aussi un peu «Monsieur Lait Bio»?*

Albert Röstli: (sourit) Le vrai Monsieur Lait serait plutôt le président! Je me considère comme le représentant des 27 000 producteurs suisses de lait. Les quelque 2000 producteurs de lait bio sont un segment important. Je me sens redevable au mouvement notamment parce que, à l'école d'agriculture de montagne de Hondrich, pendant le boum des années nonante, j'ai contribué en tant que chef de la vulgarisation à pousser la reconversion dans l'Oberland bernois en ayant jusqu'à cinq conseillers à la reconversion dans notre équipe de vulgarisation. Je suis donc en mesure de savoir à peu près ce qu'il y a derrière l'agriculture biologique et ce qui a été accompli ces dernières années com-

me travail de développement. Je ne dirais pas forcément que je me sens trayeur bio, mais je me considère sûrement comme un fonctionnaire qui représente aussi les fermes bio.

les paysans bio. Il y a aussi une très bonne collaboration avec Bio Suisse, les échanges fonctionnent très bien. Un exemple: voilà des années que nous remettons à Bio Suisse les contributions marketing et une partie des retenues payées par les producteurs de lait bio pour le Fonds de soutien du prix. Ces moyens sont donc disponibles pour le marketing du lait bio et ne disparaissent pas dans un fonds anonyme.

Quelles sont donc les principales mesures que vous avez proposées aux membres pour maîtriser le marché?

Il s'agit ici des quatre plus importantes mesures que PSL aimerait prendre: la coordination des négociations pour le prix du lait, le soutien du marché de la matière grasse, la segmentation du marché et une organisation nationale de vente du lait.

Peut-on dire que le marché du lait bio est un prototype de ce qui nous attend maintenant à grande échelle?

On peut en principe le dire. Le lait bio a toutefois l'avantage de permettre la communication d'une plus-value plus claire, d'un autre type de production. Avec la segmentation en lait A et en Lait B par contre, seul ce que le marché peut absorber est décisif pour la formation du prix. Bien que le lait qui est transformé en poudre de lait ait en fait, en tant que matière première, la même valeur que celui qui deviendra du lait pasteurisé. En plus de la différenciation des produits, nous aimerions aussi encore profiter jusqu'au bout de la protection douanière et du supplément pour le lait fromagé.

La segmentation du marché entre le lait A et le lait B est un axe central de la politique de PSL, mais nous connaissons depuis longtemps un autre type de segmentation: la séparation des marchés du lait bio et du lait conventionnel.

C'est exact, le lait bio est le segment du

marché qui obtient le prix le plus haut. Ce fait passe très bien dans notre concept, où il est d'ailleurs très utile comme exemple de segment de prix supérieur qui fonctionne. Il est à notre avis juste que le marché bio équilibre lui-même l'offre et la demande et puisse en conséquence décider lui-même des mécanismes de formation du prix. Nous trouvons important que le lait bio puisse conserver son supplément de prix. Et le prix du lait bio ne devrait pas obligatoirement descendre quand le prix du lait conventionnel baisse. Le lait bio qui ne trouve pas place sur le marché bio finit par contre par s'écouler sur le marché conventionnel, et là les prix se retrouvent forcément liés.

Les surplus déclassés sont d'ailleurs apparemment de plus en plus écoulés au prix B. Les surplus vendus sur le marché conventionnel tirent les prix vers le bas – c'est comme ça. En 2008, la production de lait a globalement augmenté de 5,5 pour-cent. Cette augmentation exerce une pression. Une pression qui augmente encore s'il n'y a pas de contrats pour les surplus, car ils n'atteignent alors guère plus que des prix dérisoires. Pour ces prochaines années, la production bio devrait avoir pour objectif de maintenir les très bons taux de croissance de la demande tout en modérant la croissance de la production. Pour le marché conventionnel, nous parlons d'une croissance de 10 pour-cent jusqu'en 2015. L'année passée, la croissance a été trop rapide.

Comment expliquez-vous cette très forte croissance de l'année passée? Les paysans ont-ils produit tellement plus parce que le prix du lait était bon?

Le prix du lait joue évidemment un rôle, on ne peut pas le nier, mais ce n'est pas le plus important. Car il n'y a pas eu tout à coup plus de vaches le 1^{er} juin lorsque le prix a de nouveau augmenté de 6 centimes.

«Le lait bio est le segment du marché qui obtient le prix le plus haut. Ce fait passe très bien dans notre concept, où il est d'ailleurs très utile comme exemple de segment de prix supérieur qui fonctionne.»

Je pense donc plutôt que les producteurs voulaient se retrouver dans la meilleure situation possible le 1^{er} mai 2009. Selon ce raisonnement, on doit pouvoir continuer de livrer toute la quantité qu'on aura eue sous contrat à ce moment-là. Il faut donc s'attendre à une nouvelle augmentation de la quantité de lait jusqu'à la fin avril, car chacun veut avoir la plus grande quantité contractuelle possible; c'est la lutte pour les parts de marché.

Et on est alors prêt à admettre que les prix vont descendre d'autant?

Apparemment oui. De nombreux paysans ont peur de revivre la même chose

«De nombreux paysans ont peur de revivre la même chose que leurs pères lors de l'introduction du contingentement laitier: ceux qui s'étaient montrés solidaires se sont retrouvés les grands perdants de l'affaire.»

que leurs pères lors de l'introduction du contingentement laitier il y a 30 ans: ceux qui avaient respecté les recommandations officielles de produire moins, c.-à-d. ceux qui se sont comportés de manière solidaire en réduisant leur production, se sont retrouvés les grands perdants de l'affaire. Cette expérience négative complique aujourd'hui à l'extrême la mise en œuvre de la coordination des quantités qui est impérativement nécessaire pour le maintien d'un prix correct.

Cette lutte pour les parts de marché ne concerne cependant pas que les producteurs, mais aussi les transformateurs.

C'est en effet ici que se trouve la cause principale des énormes problèmes que nous rencontrons dans l'application d'une coordination efficace des quantités. Pour les organisations de commercialisation (OP et OPU), la seule possibilité consiste à engranger des succès commerciaux stratégiques via la quantité. Elles ne peuvent par contre pas tellement se différencier par le prix. Cela engendre évidemment une contradiction presque insurmontable: les agriculteurs exigent un bon prix et attendent de PSL qu'elle régule les quantités. Nous pouvons certes élaborer des concepts pour le faire, mais ce sont nos organisations membres qui devront les appliquer. Or elles veulent toutes, d'après ce qu'on a vu ces derniers mois, distribuer les plus grandes quantités possibles.

Enfin, la segmentation du marché en lait A et en lait B contribue aussi à augmenter les quantités. On entend en effet des producteurs dire qu'on leur a offert des quantités supplémentaires en leur promettant qu'elles passeraient cette année en classe A. Ce n'est absolument pas ce que nous voulons. Notre Assemblée des délégués a

exigé qu'une planification des quantités soit établie avec les entreprises. Il faudrait alors prendre comme quantité de base le dernier contingent qui a été acheté au prix A. Et si c'est encore trop haut pour obtenir un bon prix, il faudrait même pouvoir diminuer cette quantité. Les promesses du genre transformer les surplus vendus au

Photo: Ruben Wyttenbach



prix B en droits de livraison payés au prix A torpillent l'ensemble de la segmentation. Car plus les quantités contractuelles de lait A seront grandes, plus le prix A se rapprochera du prix B.

Et comment peut-on espérer sortir de ce dilemme?

Les organisations doivent décider si elles veulent se retrouver en totale concurrence

«Même s'il a dû surmonter des temps très durs, le Biomilchpool a déjà beaucoup fait pour le marché du lait bio.»

les unes avec les autres, avec pour conséquence que les prix descendront rapidement au niveau de l'UE, ou si elles préfèrent une certaine coordination et pouvoir adoucir la transition en s'aidant de la protection douanière et du supplément pour le lait transformé en fromage.

Et qui va devoir maintenir l'ordre dans ce système instable?

Nous avons souvent essayé de passer par la Confédération, mais elle ne veut pas. Le Parlement l'a encore confirmé tout dernièrement en rejetant la motion Kunz qui demandait d'octroyer la force obligatoire à certaines mesures de régulation. Nous devons donc passer par nos organisations. Le mandat statutaire de PSL est de veiller à un prix qui couvre les coûts de production en tenant compte des paiements directs. Cela signifie que nous essayons d'obtenir le plus possible dans les conditions cadres en vigueur. C'est une décision que l'Assemblée des délégués de PSL a prise à une forte majorité et qui a aussi été appuyée par les producteurs bio.

Les décisions de ce genre ne sont cependant pas très utiles si le marché s'en fout.

La situation n'est pas aussi sombre que ça. Nous avons pu appliquer au moins une partie de ce concept, sinon les prix seraient descendus encore plus bas. Sa mise en œuvre complète implique cependant de concentrer encore le regroupement de l'offre au sein d'un plus petit nombre d'organisations, sous peine de les voir se

concurrencer sans frein et de voir la situation nous échapper complètement.

Comment comptez-vous y arriver? Le marché bio a déjà quelques années d'expérience sans pour autant réussir complètement ce regroupement.

Vous êtes tout de même assez avancés, vous avez fait œuvre de pionnier. Nous le reconnaissons. Les problèmes contre lesquels lutte le marché bio sont très semblables à ceux de l'ensemble du marché. Pour que le regroupement fonctionne, il faut réunir au moins 80 pour-cent du lait, car cela donnerait assez de force aux producteurs pour influencer positivement le marché. Nous aurons donc des chances de réussir si les six plus grandes organisations s'y mettent. Et si elles ne s'y mettent pas, il n'y aura pas d'organisation nationale de commercialisation du lait. C'est ce printemps que ça va se décider.

Le Biomilchpool n'est d'ailleurs toujours pas parvenu à beaucoup plus que la moitié.

C'est encore trop peu, mais le Biomilchpool a déjà beaucoup fait pour le marché du lait bio – même s'il a dû surmonter des temps très durs. Le plus grand défi consiste à trouver un système dans lequel le Biomilchpool ne doit pas porter seul la totalité du risque de la régulation du marché. Et ça restera toujours une question de grandeur et de puissance commerciale.

PSL peut tirer les leçons des expériences du Biomilchpool sur le marché bio. Quelle «contre-prestation» pouvez-vous offrir aux producteurs de lait bio?

Si nous réussissons à regrouper le lait des grandes organisations, et si le Biomilchpool participe lui aussi à une organisation nationale de commercialisation, ce détour aura permis de réunir une très grande partie du lait bio sous le même toit. Car il y a aussi des producteurs bio à la ZMP ou à la Miba. Au sein d'une organisation nationale de commercialisation, le lait bio serait en plus automatiquement relié au Biomilchpool.

Le prix à la production était monté de 6 centimes après la grève du lait, mais il est maintenant soumis à de très fortes turbulences. Est-ce que faire preuve de plus de retenue n'aurait pas finalement influencé plus positivement l'évolution des prix?

Je reste d'avis que nos exigences étaient justifiées. Il aurait d'ailleurs fallu les imposer plus tôt. Les statistiques le prouvent. Nous avons posé nos exigences déjà longtemps avant la grève du lait, lors des

Lait A, lait B et lait bio

Une des principales mesures que PSL veut introduire après la suppression du contingentement laitier est la segmentation du marché du lait conventionnel. Il y a déjà une segmentation entre le lait bio et le lait conventionnel, qui sont écoulés à des prix différents, mais il s'agit maintenant de segmenter le marché conventionnel en différenciant un lait A et un lait B.

On entend par «lait A» la quantité de lait qui correspond au marché protégé, c.-à-d. la quantité contractuelle de base convenue entre les organisations de commer-

cialisation OP et OPU d'une part et les transformateurs d'autre part. Ce lait obtient un prix plus haut que le lait B. Selon la logique de la segmentation, la quantité A devrait correspondre à environ 90 à 95 pour-cent du volume actuel des contingents. Le «lait B» désigne les surplus qui sont écoulés sur le marché libre et destinés à l'exportation. Selon les modèles, ce lait B devrait à partir du 1^{er} mai soit être écoulé via une bourse au prix du jour ou de la semaine, soit être frappé de lourdes retenues.

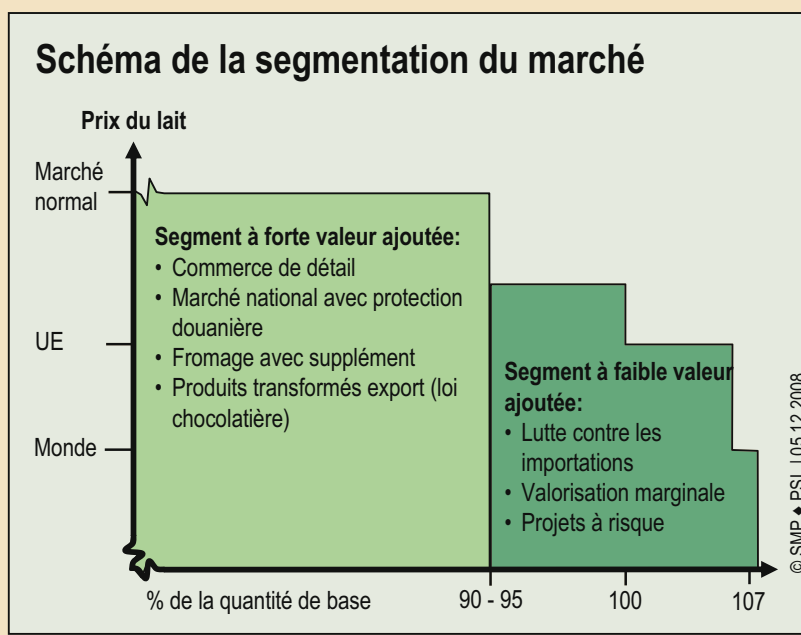




Photo: Ruben Wyttenbach

«Sans coopération, nous y perdrons tous»

Lors de l'Assemblée générale des Bärner Bio Bure du 15 février au Schwand à Münsingen, une table ronde s'est posé – en réfléchissant tout d'abord à la situation actuelle – la question de ce que pourrait être le marché du lait bio en 2015. Les participants étaient d'accord: faire des pronostics à si long terme est très difficile pour un marché aussi mouvant, il n'y a qu'à voir les chiffres des 12 derniers mois. Tout le monde a pu approuver les mots de Viktor Kambli, le directeur de Biomilk: «L'avenir ne pourra être maîtrisé qu'en mettant en place de bonnes solutions de coopération à tous les niveaux.» Cette petite laiterie qui transforme le lait de 5 fournisseurs de lait de vache et de 5 fournisseurs de lait de brebis en sait quelque chose, car Biomilk a bien dû se résoudre à une bonne coopération avec le plus grand groupe de laiteries du pays car, comme le dit Kambli, «sans Emmi Biomilk n'existerait plus.»

Les petits ont besoin des grands, mais tout le monde a aussi besoin d'une agriculture biologique suisse intacte, a expliqué Bruno Wermuth, le président de la Berner Biomilchgenossenschaft. Car si la demande de produits laitiers bio ne peut pas être couverte avec du lait du pays, le commerce importera probablement des produits finis, ce qui fera forcément diminuer le chiffre d'affaires des transformateurs suisses. Or les marges sont très grandes en Suisse par rapport aux marchés de l'UE. Si le prix du lait descend de 10 centimes, seuls ces 10 centimes sont répercutés sur les prix aux consommateurs. Donc la marge augmente proportionnellement. Il serait donc plus juste que le prix des produits descende lui aussi de 10 pour-cent dans les magasins, ce qui ferait 18 centimes pour le lait pasteurisé.

Pius Biedermann ne veut pas penser à des scénarios d'importation car sa laiterie s'occupe actuellement de développer l'exportation de produits bio. Il a distribué 4 millions de kilos de lait supplémentaires à ses fournisseurs. «Cette quantité est entièrement destinée à l'exportation», explique-t-il. Il la paie 14 centimes de moins que le «lait A» bio qu'il paie 13,5 centimes plus cher que le lait conventionnel.

Urs Brändli, le président de la Commission technique Lait de Bio Suisse, milite lui aussi pour de bonnes conditions de productions pour le lait bio. Les surplus de ces dernières années ont maintenant disparu, et il s'agit d'éviter de glisser vers une situation de pénurie: «À long terme, le manque de lait bio ferait plus de mal que des surplus, car des produits disparaîtraient des rayons et il n'y aurait plus d'innovation.»

Christian Waffenschmidt de Coop affirme quant à lui que la Coop n'exerce pas de pression sur le prix du lait bio. Et, malgré les temps difficiles, le groupe prévoit des augmentations de 5 à 6 pour-cent. «La crise actuelle a été déclenchée par les marchés financiers, et les gens se tournent maintenant vers des valeurs plus réelles», souligne-t-il. Or les produits bio incarnent des valeurs solides qui suscitent la confiance. als

négociations de prix, mais nous n'avions rien obtenu. La courbe des prix pratiqués dans l'UE a continué de monter jusqu'en juillet 2008, et à ce moment-là personne ne pouvait prévoir que la poudre de lait et le fromage allaient subir sur le marché mondial une baisse aussi radicale que celle

«Des exportations florissantes n'apporteront pas grand-chose aux producteurs si les importations augmentent encore plus rapidement.»

de l'automne dernier. Cette augmentation de prix nous a en outre permis de mieux nous positionner pour les actuelles négociations de prix, car il y a aussi un seuil psychologique qui limite la baisse de prix qu'on peut imposer d'un seul coup. Sans cette augmentation de prix, nous serions certainement encore plus bas de quelques centimes.

Vous étiez à la Semaine Verte de Berlin. L'économie laitière suisse est-elle assez en forme pour affronter le marché de l'UE?

C'est sûr pour les fromages traditionnels. Les exportations n'augmentent peut-être pas aussi rapidement que ce qu'on voudrait, mais au moins elles augmentent. Le problème principal est ici de trouver une réponse à la question de la lutte contre

les importations. Car la quantité de marchandise importée en Suisse augmente fortement avec l'ouverture des frontières. Et l'éviction des produits suisses dans les magasins doit être compensée par une augmentation des exportations. Ces deux dernières années, les importations ont augmenté de 9 pour-cent chaque année. C'est très critique. Le problème vient surtout des infrastructures de transformation et du marketing national presque inexistant – p. ex. pour le fromage à pâte molle et le fromage frais, deux secteurs où nous ne sommes pas concurrentiels. Nous devons prochainement y réfléchir avec tous les acteurs de la branche. Car l'augmentation des exportations n'apportera pas grand-chose aux producteurs si les importations augmentent encore plus rapidement.

On ne peut pas dire que les perspectives sont roses.

Les perspectives à long terme sont bonnes pour la production laitière suisse, mais nous allons à court terme au devant d'une dure période transitoire jusqu'à ce que tout se soit de nouveau stabilisé. Et ce sera encore plus dur pour les producteurs si nous ne parvenons pas à regrouper l'offre. Ceux qui ont décidé de reconverter leur ferme à l'agriculture biologique et qui produisent déjà maintenant du lait bio sont relativement bien placés. Le marché

bio doit certes lui aussi s'attendre à de délicates baisses de prix, mais à un niveau tout de même supérieur.

Interview: Alfred Schädeli